

■■■ Comme l'a montré la fronde contre la réforme des retraites, il faudra aussi d'urgence se pencher sur le modèle du syndicalisme à la française, qui reste très largement un syndicalisme de contestation. « En France, la représentativité syndicale passe par les élections professionnelles. Voter génère pourtant moins d'engagement des salariés que cotiser pour un syndicat. Résultat, le lien est beaucoup plus lâche entre les salariés et les syndicats dans notre pays où le taux de syndicalisation est très faible, diagnostique Stéphane Carcillo, chef de la division emploi et revenus de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Les syndicats français se financent surtout grâce à des subsides glanés à droite et à gauche en gérant différents fonds paritaires et des régimes complémentaires de sécurité sociale, ce qui n'est pas très transparent. Cela crée un syndicalisme qui est moins dans le dialogue que dans les pays du nord de l'Europe, où ils cherchent le compromis avec l'employeur plus que la confrontation parce qu'ils sont parties prenantes de l'emploi et des conditions de travail. La qualité des relations sociales y est meilleure que chez nous. » Selon lui, l'amélioration du dialogue social passe donc par une réforme du financement du syndicalisme français. Emmanuel Macron l'avait d'ailleurs promis dans son programme présidentiel, avant de reculer devant l'obstacle. « Sans passer à un modèle 100 % financé par la cotisation, je pense qu'il faut basculer au maximum les ressources vers un modèle plus transparent et qui crée un lien plus direct entre les salariés et leurs représentants », maintient Carcillo.

Les candidats devront évidemment aussi baisser la dépense publique en proportion du PIB, s'ils veulent continuer à diminuer le taux de prélèvements obligatoires, en régression, mais toujours parmi les plus élevés du monde. Pour parvenir à revenir autour de 50 % de dépenses par rapport au PIB, il n'y a pas trente-six solutions. Il faudrait infléchir les dépenses de protection sociale qui représentent à peu près la moitié du total. « Il faut reculer l'âge de départ à la retraite, car cela fait augmenter le nombre d'emplois à long terme, la croissance potentielle, les recettes, et baisser les dépenses de retraite », estime François Ecalte, magistrat de la Cour des comptes en disponibilité, malgré l'opposition forte à la réforme du gouvernement. Sur le champ de la santé, une piste radicale serait de mettre fin au double système de remboursement des soins par les mutuelles et la Sécurité sociale pour chaque acte. « Les frais de gestion des mutuelles représentent 6 à 7 milliards d'euros par an et sont supérieurs à ceux de la Sécurité sociale », rappelle le spécialiste des finances publiques. L'idée serait d'augmenter un peu le reste à charge des ménages, parmi les plus faibles du monde. Le système de santé rembourserait seulement 75 % d'une visite chez le médecin et non plus quasiment 100 % comme aujourd'hui. Pour éviter que les Français les plus modestes en pâtissent serait instauré un bouclier sanitaire qui limiterait la facture totale de soins de chacun à 3 ou 4 % de son revenu. De quoi dégager plusieurs milliards par an. « La droite n'en veut pas car cela revient à faire payer plus les ménages ai-

Environnement Toujours le grand flou

« Dans les grands partis, ils sont tous à la rue. EELV compris ! » Membre du Haut Conseil pour le climat mis en place par Emmanuel Macron pour évaluer sa politique, Jean-Marc Jancovici est un homme en colère. Comme la majorité des scientifiques, il regarde avec inquiétude la courbe des émissions de gaz à effet de serre grimper au niveau mondial, et n'amorcer en France qu'une baisse timide, bien en deçà des objectifs imposés par l'urgence : pour atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050 et limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C, nous devrions diviser par six ou par sept le niveau de nos émissions. Pourtant, le gouvernement vient de revoir à la baisse ses objectifs : l'essentiel des efforts est désormais reporté à la période 2024-2028. Quand nos voisins européens, dont l'électricité est encore largement carbonée, obtiennent des résultats rapides en remplaçant leurs centrales à charbon par des énergies renouvelables ou des centrales au gaz, la France, dont l'électricité (grâce au nu-

cléaire) est à 93 % bas carbone et dont les émissions par habitant sont inférieures à la moyenne européenne, rechigne à actionner d'autres leviers. Dans le bâtiment, qui représente 19 % de nos émissions totales, certains experts plaident, en coulisse, pour des mesures coercitives, comme l'interdiction à la location des logements mal isolés tout en avançant aux propriétaires concernés 100 % du montant des travaux. Mais le coût serait considérable... Dans le domaine des transports, de loin le plus émetteur (31 % des émissions), de nombreuses voix s'agacent de l'inefficacité d'une fiscalité indexée sur les émissions des véhicules. « Tous les gains réalisés sont annulés par la croissance de la part de marché des SUV », alerte Jérémie Almosni, chef du service transport et mobilité à l'Ademe. « Un rapport d'émissions, ça se trafique. Mais on ne peut pas trafiquer une balance », souligne Nicolas Meilhan, auteur d'un rapport de France Stratégie qui préconise d'imposer un malus en fonction du

poids du véhicule, y compris s'il est électrique, couplé à un bonus pour l'achat de véhicules légers, sobres en énergie. Autre condition : produire ces voitures en France, où l'électricité qui alimente les usines n'émet ni CO₂, ni particules... Mais les résistances restent vives, en Europe, contre une taxe carbone aux frontières. « Le gouvernement n'a toujours pas tranché entre son souhait clientéliste de réduire la part de nucléaire, pour flatter EELV, et l'impératif scientifique de faire baisser les émissions de CO₂ », regrette Jean-Marc Jancovici. Les totems qui occupent le débat public, comme la sortie du glyphosate ou l'interdiction en 2040 des emballages en plastique, n'auront quasi aucun effet sur le climat... Mais ils détournent d'autres sujets : comment repenser nos filières d'approvisionnement, nos mobilités ? À quelle action donner la priorité, en fonction des objectifs poursuivis ? Faute de les avoir clairement définis, aucun parti n'a encore la réponse ■

GÉRALDINE WOESSNER

« Le gouvernement n'a pas tranché : réduire la part du nucléaire ou baisser les émissions de CO₂ » J.-M. Jancovici!

Le Monde le 24 janvier. La majorité devrait présenter d'ici quelques semaines un plan de lutte contre le communautarisme, afin de permettre aux acteurs publics de mieux appréhender le phénomène. Ces annonces pourraient bien susciter quelques remous chez la gauche de la majorité, assez irritables sur la question. Quoi qu'il en soit, les parlementaires LR&EM planchent sur le sujet, promettant rapports et mesures diverses, mais les décisions se font toujours attendre...

La gauche propose-t-elle des mesures concrètes sur ce sujet? Non. Depuis le départ de Manuel Valls, les « gauches irrécyclables » n'en finissent pas de s'opposer. Quant à l'extrême gauche, elle rejette l'idée même qu'il serait nécessaire de lutter contre le communautarisme. Face au clientélisme religieux assumé et à l'activisme de plus en plus prononcé de la part de

12 Faire progresser le niveau de compétence des adultes.

11 Assumer une plus grande sélection des étudiants et augmenter les moyens des universités.

10 Investir dans la recherche publique et la rapprocher du privé.

8 Réformer le syndicalisme.

9 Stimuler la construction de logements dans les zones tendues.

7 Faire baisser le taux d'endettement public, très proche de 100 % du PIB.

6 Continuer à améliorer le système éducatif pour renforcer la mobilité sociale.

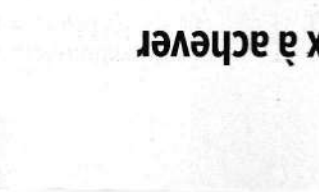
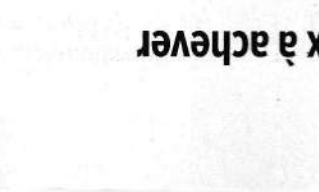
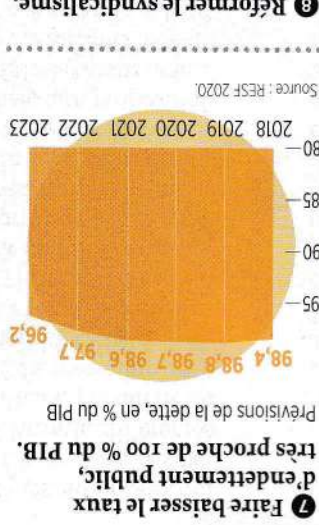
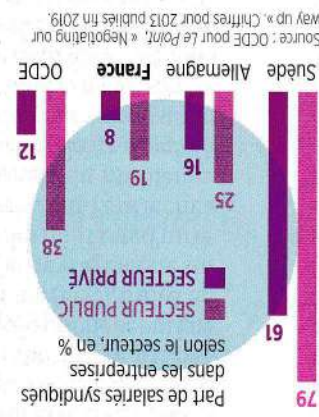
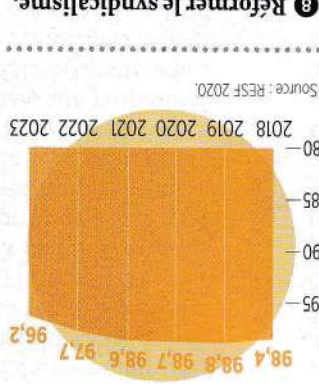
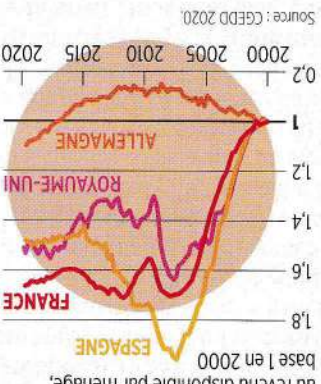
5 Augmenter le taux d'emploi des seniors et des jeunes.

4 Baisser le taux des prélèvements obligatoires, une fois la baisse des dépenses publiques engagée.

3 Réduire les impôts de savoir si elles sont profitables (C3S, CVAE, CET, etc.).

2 Diminuer raisonnablement le niveau des dépenses publiques rapporté au PIB.

1 Réduire le déficit public tant que la conjoncture le permet, pour avoir des marges de manœuvre en cas de crise.

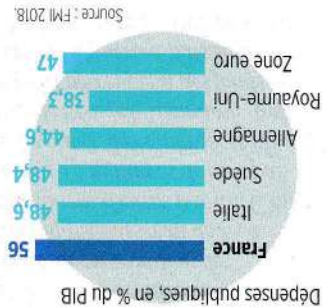


Les 12 travaux à achever

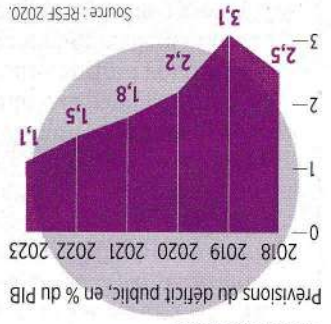
S'il est un point où le débat politique reste passionné, c'est bien celui portant sur le communautarisme. Le président a, semble-t-il, longuement hésité avant de se décider à employer le terme de « communautarisme », qui renvoie bien souvent à son acception anglo-saxonne du modèle multiculturel, « qui n'est pas le modèle au quel je crois, quand bien même on a voulu parfois me cart-caturer derrière celui-ci », s'est défendu Macron dans

Communautarisme Pour en finir avec les accommodements

« la gauche non plus car cela revient à s'attaquer aux multiples », déplore François Ecalle. Plus classiquement, il reste beaucoup de marge pour augmenter le recours aux médicaments génériques, augmenter encore le cours à l'hôpital sans nuit passée à l'hôpital. Mais l'expérience montre que couper dans les dépenses est plus facile à dire qu'à faire. Quand on interroge les politiques sur ce qu'il convient de sabrer, la réponse est rarement précise, surtout depuis les Gilets jaunes. Car derrière chaque euro d'argent public, il y a un bénéficiaire qui n'entend pas renoncer à sa perfusion.



2 Diminuer raisonnablement le niveau des dépenses publiques rapporté au PIB.



3 Réduire les impôts de savoir si elles sont profitables (C3S, CVAE, CET, etc.).

4 Baisser le taux des prélèvements obligatoires, une fois la baisse des dépenses publiques engagée.

5 Augmenter le taux d'emploi des seniors et des jeunes.

6 Continuer à améliorer le système éducatif pour renforcer la mobilité sociale.

7 Faire baisser le taux d'endettement public, très proche de 100 % du PIB.

8 Réformer le syndicalisme.

9 Stimuler la construction de logements dans les zones tendues.

10 Investir dans la recherche publique et la rapprocher du privé.

11 Assumer une plus grande sélection des étudiants et augmenter les moyens des universités.

12 Faire progresser le niveau de compétence des adultes.